

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SOLS DES PARTIES
COMMUNES ET PRIVATIVES
CITE DOUANIERE DE MONS EN BAROEUL**

2024-R16-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF



**Service Central de « La Masse des douanes »
11, rue des deux communes
93558 MONTREUIL**

MAITRE D'OUVRAGE-MANDATAIRE



**297 Boulevard de Liège
CS 70103
59502 DOUAI Cedex**

Date limite de réception des offres :

Vendredi 22 aout 2025 – 12h00

Procédure adaptée ouverte

Soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande Publique et de l'article 1er du décret n°2020-893 du 22 juillet 2020

SOMMAIRE

| | | |
|--------|---|----|
| 1. | DEFINITION DE L'OPERATION – OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 1.1. | Définition de l'opération | 3 |
| 1.2. | Organisation de la maîtrise d'ouvrage..... | 3 |
| 1.2.1. | L'EPA Masse des Douanes | 3 |
| 1.2.2. | Le Mandataire du maître d'ouvrage..... | 4 |
| 1.3. | Objet de la convention | 4 |
| 2. | PIECES CONTRACTUELLES – PARTIES CONTRACTANTES | 4 |
| 2.1. | Pièces contractuelles..... | 4 |
| 2.2. | Parties contractantes | 5 |
| 3. | NATURE ET COMPOSITION DES PRIX | 5 |
| 3.1. | Modalité de calcul des prix..... | 5 |
| 3.2. | Contenu des prix | 5 |
| 4. | Clause de réexamen | 5 |
| 4.1. | Objet et champ d'application | 5 |
| 4.2. | 2. Cas déclencheurs | 5 |
| 4.3. | Modalités de mise en œuvre..... | 6 |
| 4.4. | Limites et exclusions | 6 |
| 5. | DELAIS D'EXECUTION – PENALITES | 6 |
| 5.1. | Délais d'exécution | 6 |
| 5.1.1. | Prolongation de délai | 6 |
| 5.2. | Pénalités..... | 6 |
| 6. | SECURITE | 7 |
| 7. | EXECUTION DES TRAVAUX – CONTROLE – RECEPTION – ASSURANCES | 7 |
| 7.1. | Mesures d'ordre social | 7 |
| 7.2. | Chantier..... | 7 |
| 7.3. | Marche des travaux..... | 7 |
| 7.4. | Réception – délai de garantie..... | 7 |
| 7.4.1. | Réception | 7 |
| 7.4.2. | Délai de garantie | 8 |
| 7.5. | Assurances | 8 |
| 8. | ETABLISSEMENT DES COMPTES | 8 |
| 8.1. | Travaux de règlement des comptes | 8 |
| 8.2. | Travaux non prévus | 9 |
| 8.3. | décision de poursuivre le marché..... | 9 |
| 8.4. | Situations mensuelles – décomptes mensuels - acomptes | 9 |
| 8.4.1. | Situations mensuelles..... | 9 |
| 8.4.2. | Décomptes mensuels | 9 |
| 8.5. | Décompte définitif | 9 |
| 9. | VARIATION DANS LES PRIX | 9 |
| 10. | FINANCEMENT ET GARANTIES | 10 |
| 10.1. | Cautionnement | 10 |
| 10.2. | Retenue de garantie | 10 |
| 10.3. | Avances forfaitaires..... | 10 |
| 10.4. | Acomptes | 10 |
| 10.5. | Sous-traitants | 11 |
| 10.6. | Paieement direct | 11 |
| 10.7. | Nantissement | 11 |
| 10.8. | Faculté de passer des marches complémentaires et similaires | 12 |
| 10.9. | Faculté de poursuivre le marché - avenant | 12 |
| 10.10. | Indemnité en cas de résiliation du marché | 12 |
| 11. | DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX | 12 |

1. DEFINITION DE L'OPERATION – OBJET DU MARCHÉ

1.1. DEFINITION DE L'OPERATION

La présente consultation concerne les travaux de remplacement des sols des parties communes et privatives de la Cité Douanière de Mons en Baroeul - 2024-R16-01.

Lieu d'exécution : Cité Douanière de Mons en Baroeul : 59370 – 14/16 rue du 11 novembre (16 logements collectifs).

Les travaux sont répartis en un lot et comportent une seule tranche.

CPV :

- 45432100-5 Travaux de pose de revêtements de sols
- 45432111-5 Travaux de pose de revêtements de sols souples.

1.2. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

1.2.1. L'EPA MASSE DES DOUANES

L'établissement public national à caractère administratif (EPA) dénommé Masse des douanes, a été créé par décret en Conseil d'État. Le décret n°2015-462 du 23 avril 2015, portant statut de l'établissement public de la Masse des douanes, en régit la mission, l'organisation et les moyens.

L'établissement a pour mission de pourvoir, à titre principal, dans des conditions déterminées par le décret mentionné et par les règlements adoptés par le conseil d'administration, au logement des agents de la Direction Générale des Douanes et Droits indirects.

L'établissement assure la gestion et l'entretien des bâtiments de l'État qui lui sont remis en dotation ou mis à sa disposition en vue d'accomplir sa mission.

L'établissement peut, par voie conventionnelle, avec des bailleurs privés, réserver des logements, afin d'adapter l'offre de logements aux besoins identifiés.

L'EPA « La Masse des douanes » est administré par un conseil d'administration (CA) dont le président est le directeur général des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

L'EPA est dirigé par un directeur, désigné ordonnateur principal, et pouvoir adjudicateur qui a notamment en charge la préparation, la mise en œuvre et le suivi des décisions prises par le conseil d'administration.

L'organisation de l'EPA Masse des douanes se caractérise principalement par :

Au niveau national, un service central (SC), situé à Montreuil au sein de la DGDDI et une agence comptable.

Au niveau territorial, des services territoriaux, unités locales placées sous la responsabilité des directeurs des douanes (désignés ordonnateurs secondaires de la Masse des douanes). Ces échelons territoriaux, au nombre de 14, assurent la gestion locative des logements relevant de leur circonscription (attribution, états des lieux, perception des loyers, répartition des charges...). Dans chaque unité territoriale est instituée une commission consultative qui examine et émet des avis sur les situations individuelles ou de proximité.

L'établissement gère actuellement un parc d'environ 3200 logements, dont deux tiers sont de nature domaniale, bâtiments propriété de l'État remis en dotation à l'EPA, et un tiers de nature locative, bâtiments ou logements loués ou réservés à des bailleurs sociaux. Ces logements sont implantés sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans plusieurs départements d'outre-mer. L'établissement exerce ainsi toutes les fonctions et responsabilité du bailleur.

Ces immeubles domaniaux sont des ensembles de dimensions variées, regroupant différents logements parfois en immeubles ou en cités. Leur gestion et leur entretien sont confiés à l'EPA par le biais de conventions d'utilisation signées entre l'établissement et la Direction de l'Immobilier de l'État (anciennement France Domaine) ou de conventions de réservation signées entre l'établissement et les bailleurs sociaux.

A chacune de ces circonscriptions correspond une commission, composée à parité de représentants de l'administration et d'élus du personnel au niveau local, expressément dénommée Commission Territoriale de la Masse des douanes (CTM) et présidée par le directeur interrégional ou régional des douanes territorialement compétent.

Les directeurs régionaux ou interrégionaux concernés sont désignés pouvoir adjudicateur pour tous les marchés dont le montant est inférieur à 130 000 euros HT.

L'EPA est placé sous la double tutelle du Ministre de l'Economie et des Finances (représenté par la DGDDI). Tout marché passé par l'établissement dont le montant atteint ou dépasse 300 000 euros TTC, est soumis au visa ou avis préalable du contrôleur budgétaire, qui conditionne la notification du marché.

1.2.2. LE MANDATAIRE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Pour répondre à cette obligation de suivi et d'entretien du parc domanial, l'EPA « La Masse des douanes » sollicite, pour les zones géographiques dont la dimension du parc de logements l'impose, l'assistance d'un mandataire par le biais d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Depuis mai 2018 en seconde mandat, l'EPA « la Masse des douanes » fait ainsi appel à la société « SOREC » afin de prendre en charge l'entretien des immeubles domaniaux de la commission territoriale de la Masse des douanes de Lille.

Changement de mandataire de maîtrise d'ouvrage en cours d'exécution du présent accord :

Il y a changement de contractant en cours d'exécution du présent accord, dans le cas où l'actuel mandataire de maîtrise d'ouvrage ne serait pas en mesure d'achever l'opération en cours et que le nouveau mandataire doit reprendre l'opération au terme de la convention liant à l'EPA « la Masse des douanes ».

Le titulaire sera dans l'obligation de vérifier et de signer l'avenant de transfert tripartite entre l'actuel mandataire, le nouveau mandataire de maîtrise d'ouvrage et le titulaire du présent marché.

Cet avenant de transfert aura pour but d'établir l'état des comptes dû par l'ancien mandataire et de transférer le présent contrat au nouveau mandataire de maîtrise d'ouvrage tant sur l'aspect juridique que financier.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

1.3. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention constitue un accord régissant les conditions de l'intervention du Prestataire sur la demande du maître d'ouvrage ou de tout mandataire désigné par le maître d'ouvrage.

Le service territorial est un pouvoir adjudicateur au sens des articles L. 1210-1 et L. 1211-1 Code de la Commande Publique.

La présente convention est organisée conformément à l'article L. 2131-1 Code de la Commande Publique (organisation de la publicité), des articles L. 2123-1 et L. 2124-1 à L. 2124-4 Code de la Commande Publique (inventaires des procédures de mise en concurrence) de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'avis relatif aux seuils de procédure publié au Journal Officiel du 10 décembre 2019.

Le Mandataire du maître d'ouvrage confie au Prestataire qui l'accepte une mission pour les travaux et/ ou les lots définis à l'article « 1 – 1 Définition de l'opération » du présent CCAP.

Les caractéristiques techniques des missions du Prestataire sont précisées au CCTP joint à la présente et partie intégrante du contrat.

L'établissement des plans d'exécution est à la charge de l'entrepreneur.

La synthèse entre le titulaire et le concessionnaire sera assurée par tout moyen tels que plans, coupes, détails et notice, par le titulaire respectif du lot 1 ou du lot 2. Elle sera de fait, abordée et finalisée dans le délai de la période de préparation. Cette synthèse permettra d'alimenter le DOE en fin de chantier.

2. PIECES CONTRACTUELLES – PARTIES CONTRACTANTES**2.1. PIECES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG, les pièces contractuelles désignées ci-dessous et qui constituent le marché, prévalent les unes contre les autres dans l'ordre suivant, en cas de contradiction entre elles :

Pièces particulières

- 1) L'acte d'engagement de l'entreprise obligatoirement complété :
(Les erreurs de quantités portées sur les décompositions et relevées après remise de l'acte d'engagement ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix global forfaitaire porté dans celui-ci.
Ces décompositions serviront à l'établissement des prix des ouvrages ordonnés en plus ou en moins, à l'évaluation des services faits et à l'établissement des décomptes provisoires.),
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- 3) L'attestation de visite,
- 4) Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP),
- 5) Les Documents graphiques repris dans le sommaire des pièces graphiques,
- 6) Les rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux,
- 7) Le Plan Général de Coordination,
- 8) Le Rapport Initial de Contrôle Technique,
- 9) Le calendrier d'exécution,
- 10) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché,
- 11) Les cahiers des charges édités par le C.S.T.B. sous le nom de « documents techniques unifiés » (DTU)
Les documents visés aux alinéas 5 et 6 bien que non joints au marché sont réputés parfaitement connus des entreprises, les parties contractantes leur reconnaissant le caractère contractuel.

Pièces générales

Le présent contrat est passé en application des dispositions de :

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises,
- Le Code de la Commande Publique, dans sa partie législative,
- Le Code de la Commande Publique, dans sa partie réglementaire,
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,
- L'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés,
- Le CCAG-travaux 2021 issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cahier des clauses techniques générales.

Ils sont complétés par un arrêté publié au JO du 31/03/19, et une série d'avis publiés au JO du 27/03/16 :

- L'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
- Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
- Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
- Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
- Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
- Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics

2.2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- Pour le nom et le compte de l'EPA Masse des Douanes, la Société SOREC dont le siège est situé : Immeuble New Wave – 51 rue Paul Meurice 75020 PARIS, désignée dans les documents comme le maître de l'ouvrage délégué et représentée par son directeur,

D'une part,

- Et l'entreprise ou le groupement d'entreprises dont l'Acte d'Engagement aura été approuvé, désignée dans les documents par l'expression « L'Entrepreneur ».

3. NATURE ET COMPOSITION DES PRIX**3.1. MODALITE DE CALCUL DES PRIX**

Le marché est passé à prix global forfaitaire établi sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

3.2. CONTENU DES PRIX

Les prix remis qui tiennent compte des taxes en vigueur connues lors du dépôt de l'offre, comprennent l'exécution des travaux, conformément aux documents remis aux entrepreneurs par le Maître de l'ouvrage, ainsi que les frais de dépenses communes de chantier (compte prorata).

4. CLAUDE DE REEXAMEN**4.1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen permet d'adapter les stipulations du marché aux évolutions technologiques, réglementaires et économiques intervenant pendant son exécution, sans remettre en cause son objet principal.

4.2. 2. CAS DECLENCHEURS

Le présent marché pourra faire l'objet d'un ajustement dans les cas suivants :

- Surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- Conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

4.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Lorsque l'un des cas précités se présente, le titulaire du marché ou le pouvoir adjudicateur peut notifier par écrit l'événement nécessitant un ajustement du marché. Cette notification doit être accompagnée de tous les éléments justifiant la nécessité de réexaminer certaines clauses contractuelles. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de cette notification pour :

- Accepter la modification et formaliser un "avenant" (ou convention ou OS) au marché,
- Refuser la demande en justifiant son refus,
- Proposer une adaptation alternative tenant compte des exigences contractuelles et de l'intérêt général. En cas de désaccord persistant sur les modifications proposées, une médiation pourra être engagée.

4.4. LIMITES ET EXCLUSIONS

Cette clause ne peut être invoquée pour modifier les conditions fondamentales du marché, telles que l'objet principal, le périmètre global des prestations ou les obligations essentielles du titulaire. Toute modification excédant ces limites devra faire l'objet d'une nouvelle procédure de mise en concurrence.

5. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

5.1. DELAIS D'EXECUTION

Le marché prendra effet à la date fixée par l'ordre de service général prescrivant l'ouverture du chantier et sera délivré pour faire en sorte que **les travaux soient réalisés en fonction du délai indiqué dans l'acte d'engagement (art B5 de l'ATTRI1)**

5.1.1. PROLONGATION DE DELAI

Pour mettre le Maître de l'Ouvrage en mesure de constater le nombre réel de journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler sans retard les journées qui correspondent aux dispositions de la loi n°46.2299 du 21 octobre 1946.

5.2. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG.

1. Au cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais prévus à l'article 4-1 et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué, sur le montant des sommes dues aux entreprises responsables, **une pénalité égale à un deux-millième (1/2000ième) du montant du marché HT par jour calendaire** de retard.
2. Au cas où l'entrepreneur dument convoqué serait constaté par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage délégué comme absent à une réunion de chantier ou une réunion de locataires, sans que l'entrepreneur n'en ait préalablement averti dans un délai de 36 heures précédant la réunion de chantier, par fax ou part courriel pouvant prouver l'accusé de la réception, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de quatre-vingt euros (80€) serait retenue sur la situation de l'entreprise.
3. Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple confrontation de la date réelle d'exécution des travaux signalée par l'entrepreneur et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution fixé au calendrier d'exécution.
4. En cas de retard dans la production de la situation mensuelle, il sera appliqué après mise en demeure par le Maître de l'ouvrage, une pénalité égale à un cinq millième (1/5000) du montant des prestations exécutées dans le mois par l'entrepreneur responsable et par jour calendaire de retard.
5. Cette pénalité sera ramenée à un dix millième (1/10 000) si le retard n'excède pas dix jours.
6. En cas de retard dans la production des documents d'exécution conformément à l'article relatif à la période de préparation, il sera appliqué après mise en demeure par le Maître de l'ouvrage, une pénalité égale à un deux millième (1/2000ième) du montant révisé du marché de l'entrepreneur responsable et par jour calendaire de retard.
7. En cas de retard dans la production de la situation récapitulative complète et détaillée visée à l'article 7-5 du présent CCAP, il sera appliqué après mise en demeure par le Maître de l'ouvrage, une pénalité égale à un deux millième (1/2000ième) du montant révisé du marché de l'entrepreneur responsable et par jour calendaire de retard.
8. Propreté du chantier : dans le cas où la propreté du chantier ne serait pas assurée, il sera appliqué après mise en demeure par le Maître de l'ouvrage, une pénalité de cent euros hors taxe (100€ HT) qui sera sur la prochaine situation de l'entreprise responsable, en plus des frais de nettoyage d'une société spécialisée, s'élevant à deux cent cinquante euros hors taxe (250 €HT) par intervention.

9. En cas de retard dans la signature du calendrier d'exécution contractuel ou du compte prorata, il sera appliqué après mise en demeure par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage, une pénalité égale à un deux millième (1/2000^{ème}) du montant révisé du marché de l'entrepreneur responsable et par jour calendaire de retard.
10. Le montant global des pénalités est limité à CINQ pour CENT (5%) du montant global du marché.
11. Au cas où les pénalités ne suffiraient pas à faire réagir l'entreprise ou si un mois de retard dans l'intervention est constaté et acté dans le compte rendu de chantier ou afin de poursuivre l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit en substitution ou en plus de la résiliation du marché, de faire réaliser les travaux par une autre entreprise aux frais et risques du titulaire du marché sans mise en demeure préalable par simple courrier avec avis de réception conformément à l'article 52.2 du CCAG travaux.

6. SECURITE

L'entrepreneur sera chargé de fournir, mettre en œuvre et entretenir les dispositifs de sécurité communs jusqu'à la fin des travaux de tous corps d'état, en se conformant aux dispositions du décret n°45.66 du 8 janvier 1945 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. L'entrepreneur demeure responsable de la sécurité, conformément au droit commun et à l'article 7 du C.C.A.G.

7. EXECUTION DES TRAVAUX – CONTROLE – RECEPTION – ASSURANCES

7.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL

Il est rappelé à l'entreprise que celle-ci doit se conformer et faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité prévues par la loi.

Elle devra faire connaître aux services compétents de l'inspection du travail et de la sécurité sociale les mesures qu'elle envisage de prendre sur le chantier.

7.2. CHANTIER

1. L'entreprise devra, avant la remise des offres, avoir pris pleine connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux lors d'une vérification préalable.
2. L'entrepreneur pourra utiliser les voies et ouvrages construits préalablement aux travaux sous réserve d'en assurer un entretien permanent, sous son entière responsabilité ; à défaut il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4-2-1 du présent document.

7.3. MARCHE DES TRAVAUX

Dès la délivrance de l'OS ou de la date prescrite par l'ordre de service, l'entrepreneur doit commencer les travaux et apporter leur réalisation avec la plus grande diligence possible.

En particulier :

- Il doit maintenir un nombre suffisant d'ouvriers et agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- Il doit veiller à l'approvisionnement et à l'outillage.
- En tout état de cause il ne peut détourner pour un autre service aucun ouvrier, ni aucune partie des matériaux approvisionnés, sauf demande expresse du maître d'œuvre ou maître d'ouvrage.
- Au cas où un retard important est constaté le maître d'ouvrage peut mettre en demeure l'entreprise d'employer tous les moyens, afin de rattraper la cadence d'exécution et de respecter le délai fixé à l'article 4-1 du présent document.

7.4. RECEPTION – DELAI DE GARANTIE

7.4.1. RECEPTION

Il sera procédé à une réception contradictoire et unique des ouvrages et de chacun des lots à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération.

La réception intervient à la demande de la partie la plus diligente. La réception ne constate que la qualité et l'état des travaux en fonction des obligations contractuelles de l'entrepreneur, elle ne vaut pas règlement des comptes.

La réception ne peut résulter que d'un acte du Maître d'ouvrage dans lequel celui-ci manifeste sans ambiguïté sa volonté d'accepter l'ouvrage achevé ; toutefois la prise de possession éventuelle ne peut en elle-même tenir lieu de réception et ne saurait être opposée au maître d'ouvrage. D'autre part, il ne sera pas procédé à des réceptions partielles.

Les opérations de réception respecteront les procédures du Code de la Commande Publique et notamment les étapes suivantes :

- L'entrepreneur notifiera au maître d'œuvre la date des Opérations Préalables à la Réception.
- Une visite contradictoire entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur en présence du maître d'ouvrage sera conclue par un Procès verbal d'Opérations Préalables à la Réception dit PV d'OPR (document de type EXE4). Ce document sera avec ou sans réserve.
- Le Maître d'œuvre propose la réception par l'envoi du document de type EXE 5 au Maître d'ouvrage délégué en y joignant un exemplaire du PV d'OPR.
- Le Maître d'ouvrage délégué informe dans un délai de trente jours suivant la date figurant sur le PV d'OPR, de sa décision, soit par un procès verbal de réception avec ou sans réserve (document EXE6) soit par le refus de la réception. La date de la réception est fixée par le Maître d'ouvrage délégué dans le PV de réception.
- En cas de refus de réceptionner expressément notifié par le Maître d'ouvrage délégué, il sera à nouveau procédé à de nouvelles opérations préalables à la réception, jusqu'à ce qu'un accord du Maître d'ouvrage délégué soit émis au Maître d'œuvre et à l'entrepreneur.

Le Maître d'Ouvrage pourra sans avoir à se justifier : soit réceptionner : signature du PV de réception EXE06, soit refuser la réception.

Lorsque des réserves sont formulées lors de la réception des travaux, le titulaire devra assurer leur suivi jusqu'à la levée et dans les délais indiqués par le mandataire ou, le cas échéant, prévus par le C.C.A.G.-Travaux.

Il est rappelé qu'un ouvrage non effectué ne peut constituer une réserve. Une réserve est une remarque sur un ouvrage non achevé ou non satisfaisant au regard du cahier des charges.

La réception des ouvrages est prononcée par le Maître d'Ouvrage, avec ou sans réserve, et constitue la date de départ des délais des responsabilités et des garanties légales.

Conformément à l'article 1792-6 du code civil, en cas d'inexécution de ces reprises dans les délais fixés, les travaux sont, après mise en demeure restée infructueuse, exécutés par une autre entreprise, aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant.

7.4.2. DELAI DE GARANTIE

Conformément aux articles 1792.6 et 2270 du code civil le délai de garantie de parfait achèvement auquel l'entrepreneur est tenu, est fixé à 12 mois à compter de la date de réception de l'ensemble des travaux.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître de l'ouvrage soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification pour ceux relevés postérieurement à la réception.

Si pendant ce délai de garantie, les travaux qui se révèlent nécessaires n'ont pas été exécutés par l'entrepreneur dans le délai imparti à la notification par le Maître d'ouvrage (30j) ce dernier aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par défaut, après mise en demeure restée infructueuse, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

Le délai de garantie pourrait être prolongé par la décision du Maître de l'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations notifiés, que celle-ci soit assurée par l'entrepreneur ou qu'elle soit d'office à son corps défendant.

7.5. ASSURANCES

L'entrepreneur devra justifier, avant la signature du marché qu'il est titulaire :

- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités et obligations qui pourraient lui incomber au titre des articles 1792 et 2270 du code civil modifiés et complétés par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et son décret d'application n°78-1093 du 17 novembre 1978.
- D'une police d'assurance individuelle de « responsabilité civile de Chef d'Entreprise » couvrant les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés du fait de leur activité sur le chantier.

Le Maître de l'Ouvrage pourra, à tout moment, demander à l'entrepreneur la justification du paiement des primes afférentes aux assurances.

8. ETABLISSEMENT DES COMPTES

8.1. TRAVAUX DE REGLEMENT DES COMPTES

Les travaux seront réglés au prix global indiqué dans l'acte d'engagement accepté, et éventuellement révisé dans les conditions prévues à l'article 8 (variation dans le prix) du présent document.

8.2. TRAVAUX NON PREVUS

Le prix sera augmenté des travaux exécutés en plus ou diminué des travaux non exécutés, sur ordre de service postérieur à la notification du marché. Les travaux visés à l'alinéa précédent seront réglés ainsi qu'il est indiqué ci-après :

- S'ils concordent avec les ouvrages portés sur le détail estimatif de l'entrepreneur, au moyen des prix unitaires figurant sur ce document.
- S'ils sont assimilables à des ouvrages portés sur le devis quantitatif et estimatif de l'entrepreneur, ils seront établis par analogie en prenant pour base les sous-détails ayant servi à l'établissement de ces prix.
- A défaut d'assimilation sur les bases des prix unitaires de la série du Nord, base 1972, correctifs en vigueur à la date de référence des prix du marché, frappés d'un rabais de trente pour cent.

Le montant des travaux non exécutés sera décompté aux prix initiaux du marché.

8.3. DECISION DE POURSUIVRE LE MARCHÉ

Pour le cas où, à la suite de modifications, le prix initial du marché devait être augmenté ou diminué de plus de 5%, un avenant serait rendu nécessaire. Pour le cas où la somme dépasserait 5% du marché initial l'article du présent CCAP permettra au pouvoir adjudicataire de poursuivre le marché dans la mesure où conformément à l'article R. 2194-2 à R. 2194-4 Code de la Commande Publique, le montant de prestations supplémentaires prévues ne soient pas supérieurs à 50% du montant du marché initial. Cf. article 9-9 du présent document.

8.4. SITUATIONS MENSUELLES – DECOMPTES MENSUELS – ACOMPTES**8.4.1. SITUATIONS MENSUELLES**

Un état de situation est établi à la fin de chaque mois par l'entrepreneur et remis au maître d'œuvre en quatre exemplaires dans un délai d'un mois compté de l'expiration du mois auquel il se rapporte.

Cet état comprend les ouvrages exécutés depuis le début du marché jusqu'à la date de la situation ainsi que les approvisionnements existant sur le chantier, les uns et les autres évalués en prix initiaux, les approvisionnements étant retenus à concurrence de 80 % de leur prix dans les conditions prévues à l'article 9 – 4 ci-après.

8.4.2. DECOMPTES MENSUELS

Il est dressé mensuellement, à partir de l'état de situation remis par l'entrepreneur un décompte provisoire des travaux exécutés et des approvisionnements réalisés, valant procès verbal de service fait et servant de base au versement d'acomptes à l'entrepreneur.

En retranchant du montant du décompte visé à l'alinéa ci-dessus le montant du décompte du mois précédent, on obtient le montant des prestations exécutées dans le mois considéré.

8.5. DECOMPTE DEFINITIF

Dans un délai de six semaines à compter de la réception provisoire, les entrepreneurs ou le mandataire commun du groupement d'entreprises sont tenus d'adresser aux maîtres d'œuvre une situation récapitulative complète et détaillée de tous les travaux exécutés.

9. VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont actualisables et non révisables.

La variation vaut uniquement pour les tranches conditionnelles ou le cas échéant, les tranches fermes dont l'ordre de service n'a pas été déclenché dans l'année du présent dossier de mise en concurrence simplifiée.

L'index qui sera retenu pour l'application des formules d'actualisation sera spécifique à chaque lot.

Travaux de remplacement des sols des parties communes et privatives de la Cité Douanière de Mons en Baroeul - 2024-R16-01 ⇒ Index BT 01

Pour consulter l'évolution des index : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847>

Formule d'actualisation :

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations et suivant la formule, par exemple pour le gros œuvre (index BT01):

$$P = Po \times \frac{Bt_{01}}{Bto_{01}} (1 - 3 \text{ mois})$$

Bt 01 valeur de l'index connu à la date de facturation

Bto 01 (1 - 3 mois) valeur de 1-3 mois = index publié à une date antérieure de 3 mois à l'O.S. de démarrage

Po = montant du marché initial

P = nouveau montant du marché

10. FINANCEMENT ET GARANTIES

Il sera tenu compte de la loi 71.584 du 16 juillet 1971 et des articles 12 et 13 du CCAG.

10.1. CAUTIONNEMENT

Il n'est pas exigé de cautionnement.

10.2. RETENUE DE GARANTIE

Il sera opéré une retenue de garantie fixée à 5% du montant TTC des travaux actualisé et révisé.

Le taux de la retenue de garantie pourra sur demande de l'entrepreneur être ramené à 2,5% après notification de la décision de réception des travaux et après reprises des omissions, imperfections ou malfaçons éventuelles mentionnées au procès verbal de réception et sous réserve que l'entreprise ait rempli toutes ses obligations contractuelles.

Le solde de cette retenue de garantie sera libéré à l'expiration d'une année à compter de la réception, même en l'absence de mainlevée, sauf si le maître d'ouvrage a signalé à l'entrepreneur ou à la caution par lettre recommandée son opposition motivée pour l'inexécution des obligations de l'entrepreneur.

Une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie, émanant d'un établissement financier agréé et produite conformément au modèle annexé à l'arrêté du 28 mai 1971 pourra être présentée simultanément à la première situation de travaux.

Sous réserve d'accord du maître d'ouvrage délégué, ce cautionnement pourra être présenté en cours de marché.

10.3. AVANCES FORFAITAIRES

Il pourra être accordé une avance forfaitaire à la demande de l'entreprise dans sa remise de prix, en application des articles L. 2191-2 à L. 2191-4 Code de la Commande Publique et des articles R. 2191-3 à R. 2191-22 Code de la Commande Publique (5% du montant initial TTC pour une durée inférieure à 12 mois) « Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. »

L'avance forfaitaire sera restituée au Maître d'ouvrage dès la facturation de 50% du montant total du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct

10.4. ACOMPTES

Le paiement sera effectué par acomptes mensuels d'après les situations mensuelles présentées par les entrepreneurs, visées par le mandataire commun en cas de groupement, vérifiées, arrêtées par le Maître d'Œuvre.

Dans un délai de 30 jours compté de la remise par l'entrepreneur de son état de situation correctement renseigné, le paiement doit intervenir. Le défaut de paiement dans ce délai de 30 jours fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires calculés depuis le jour qui suit l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant des droits à acomptes à un taux supérieur de 1 point au taux d'escompte de la Banque de France.

Les dispositions du présent sous-article 9-4 dérogent aux dispositions des articles 35 et 36 du C.C.A.G. en ce qui concerne l'établissement des décomptes provisoires et le versement des acomptes.

Des acomptes sur approvisionnement sur chantier seront accordés à l'entrepreneur titulaire du marché, comme il est précisé à l'article 7-4 du présent document relatif aux décomptes mensuels.

L'entrepreneur devra justifier qu'il a acquis en toute propriété et effectivement payé les approvisionnements (matériaux, matières premières, objets fabriqués, etc....) destinés à entrer dans la composition des travaux qui font l'objet du marché.

Ces approvisionnements seront lotis d'une telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés par le Maître de l'ouvrage.

Le montant de l'acompte sera limité à 80 % de la valeur desdits matériaux, calculés d'après le bordereau spécial visé à l'article 2-1.

Il sera révisé dans les conditions fixées à l'article 8 ci-avant, à la date à laquelle ces approvisionnements sont portés en situation.

Sauf accord du Maître de l'ouvrage, constaté par avenant, le titulaire du marché ne pourra disposer des approvisionnements pour d'autres travaux que ceux prévus au contrat.

Les matériaux approvisionnés sur chantier devront être couverts par une assurance vol-incendie dont la justification sera fournie lors de la première demande d'acompte.

10.5. SOUS-TRAITANTS

Par dérogation au C.C.A.G., le titulaire peut sous-traiter librement l'exécution partielle de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne responsable du marché.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang (refus des sous-traitants de sous-traitant de sous-traitant)

En vue d'obtenir cette acceptation, il adresse une demande par écrit au Maître d'Ouvrage. Cette demande présentée selon le modèle établi par l'administration doit comporter le cas échéant les indications permettant de payer directement le ou les sous-traitants.

L'acceptation sera réputée acquise dans le silence de l'administration pendant un délai de vingt et un jours décomptés à partir de la date de la présentation de la demande.

Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'administration qu'envers les ouvriers.

Il sera tenu compte de la réforme du régime de la sous-traitance (circulaire du 7/10/76 – JO du 7/11/76).

Avant la signature du marché, l'entrepreneur adjudicataire devra obligatoirement préciser la partie du marché qu'il a l'intention de sous-traiter.

A cet effet, il fournira un état précisant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant avec toutes justifications le concernant,
- Les modalités de paiement.

10.6. PAIEMENT DIRECT

Le Maître de l'Ouvrage demande à faire bénéficier les sous-traitants du paiement direct conformément aux articles R. 2131-7 à -9 et R. 2131-14 et 15 Code de la Commande Publique. Les documents correspondants seront fournis au Maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours après la signature du marché.

A cet effet, les situations présentées par le titulaire du marché donneront la ventilation des règlements hors taxes à effectuer aux sous-traitants ainsi que pour chaque situation le montant total de la TVA restant à régler au mandataire au titre de l'autoliquidation de la TVA.

Les situations du sous traitant devront être préalablement visées par le titulaire du marché avant d'être transmise au maître d'œuvre pour vérification, établissement du certificat de paiement et transmission au maître d'ouvrage.

10.7. NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché dans les conditions prévues par les articles 91 du code de commerce et 2075 du code civil sont désignés :

- Comme la personne compétente pour fournir à l'entrepreneur un exemplaire spécial ou un extrait officiel du marché, le Président de la Société.
- Comme comptable chargé du paiement, le Président de la Société conjointement avec Monsieur le Directeur Général de la Société.

10.8. FACULTE DE PASSER DES MARCHES COMPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES

En cas de prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution du service ou à la réalisation de l'ouvrage tel qu'il est décrit dans le marché initial conformément à l'Article 30-7° du décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif aux marchés publics.

Le pouvoir adjudicataire se réserve le droit en cours d'exécution du marché, d'attribuer tout ou partie de ces travaux à un autre entrepreneur sans publicité préalable ni mise en concurrence sous réserve que ces prestations soient réalisables, à l'identique, en application des seules spécifications techniques du marché initial, conformément à l'Article 12.1.2.2 d) de la circulaire du 26 septembre 2014 relative au Guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics.

Le pouvoir adjudicataire se réserve la possibilité de négocier ladite prestation avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en vue de lui confier des prestations supplémentaires à celles initialement attribuées.

10.9. FACULTE DE POURSUIVRE LE MARCHE - AVENANT

Dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être subordonnée à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

10.10. INDEMNITE EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE

Aucune indemnisation ne sera allouée au titulaire du marché dans le cas d'une résiliation à l'initiative du pouvoir adjudicateur par dérogation aux articles 49 à 54 du CCAG.

11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations au C.C.A.G. - il est dérogé aux articles suivants :

- Article 4 : Pièces contractuelles,
- Article 19 : Pénalités,
- Articles 12 : Modalités de règlement des comptes,
- Articles 41 à 44 concernant la réception,
- Articles 49 à 54 concernant la résiliation.